

ARRETE PORTANT INTERDICTION DE STATIONNER ET DE DEPASSER
1400-1434 RUE DU FIEF À SAILLY-SUR-LA-LYS

LE MAIRE DE SAILLY-SUR-LA-LYS,

VU la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

VU la Loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la Route ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement interdépartemental de la voirie ;

VU la demande formulée le 13 décembre 2023 par la société **SED TRAVAUX PUBLICS** – 2 rue Roland Sergeant – 62880 PONT A VENDIN, diligentée par la société ENSIO ;

Considérant qu'en raison de travaux de terrassement pour pose d'une chambre et de fourreaux, il y a lieu de réglementer le stationnement, en vue d'assurer le bon ordre et la sécurité publique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du **lundi 08 janvier 2024 jusqu'au mercredi 07 février 2024** (soit 30 jours) au 1400-1434, rue du Fief – 62840 SAILLY SUR LA LYS, le stationnement et le dépassement seront interdits à tous les véhicules pour cause de travaux de terrassement pour pose d'une chambre et de fourreaux;

A charge à la société **SED TRAVAUX PUBLICS** d'assurer la signalisation temporaire ;

ARTICLE 2 : Les restrictions suivantes sont instituées au droit du chantier et sur 3 mètres de part et d'autre de celui-ci : Défense de stationner sur l'emprise de la zone de travaux et de part et d'autre, excepté pour les véhicules affectés au chantier.

ARTICLE 3 : La signalisation temporaire prise en charge par la **SED TRAVAUX PUBLICS** sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvées par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992. Pendant les périodes d'inactivité du chantier, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés ou occultés, et la circulation rétablie dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu (présence de personnels, d'engins ou d'obstacles). Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant la date fixée à l'article 1.

ARTICLE 4 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier ainsi qu'à l'accueil de l'Hôtel de ville.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de LILLE dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 7 : M. le Directeur Général des Services, l'officier commandant l'unité territoriale de Gendarmerie de Laventie, la société **SED TRAVAUX PUBLICS** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sailly-sur-la-Lys, le 15 décembre 2023

AR2023_176



Pour le Maire Empêché,
L'adjoint-suppléant,
Vincent KNOCKAERT